

VILLE DE LANGRES



Extrait du Registre des Décisions



LE MAIRE,

DEC-HC-2025-34

REALISATION D'UN EMPRUNT DE 960 000 € AUPRES DU CREDIT MUTUEL DE CHAMPAGNE BOURGOGNE

VU les articles du Code Général des Collectivités Territoriales, dont notamment ses articles L2122-22 et L.2122-23

VU la délibération n° 2020-29 en date du 04 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir au Président en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territorial en matière d'emprunt,

VU la délibération n° 2020-29 en date du 04 juillet 2020 modifiée par la délibération n° 2020-74 en date du 14 octobre 2020 donnant délégation de pouvoir au Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territorial en matière d'emprunt,

VU le Budget Primitif de l'exercice 2025,

CONSIDERANT que pour financer les investissements de la ville de Langres, il convient de contracter un emprunt de 960 000,00 €,

CONSIDERANT l'offre de financement et la proposition de contrat du Crédit Mutuel de Bourgogne Champagne,

DECIDE

Article 1er : De contracter auprès du Crédit Mutuel de Bourgogne Champagne un emprunt d'un montant de 960 000,00 € pour financer les investissements de la ville et dont les principales caractéristiques du prêt sont :

CARACTERISTIQUES FINANCIERES	
Montant du contrat	960 000 €
Durée du Contrat	20 ans
Taux	3,40 % Fixe
Mode d'amortissement	Capital constant et intérêts dégressifs
Echéances	Trimestrielles
Cout total de l'emprunt	330 480,00 €
Remboursement anticipé	une indemnité de gestion égale à 5% du montant du capital remboursé par anticipation
Frais de dossier	900 €

Article 2 : De signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au prêt décrit précédemment à intervenir avec le Crédit Mutuel et à procéder ultérieurement, sans autre forme et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat et a tout pouvoir à cet effet.

Article 3 : M. le Directeur Général des Services et M. le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision qui sera transmise à Mme la Préfète de la Haute-Marne au titre du contrôle de légalité.

Article 4 La présente Décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE ou via www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication ou notification.

Langres, le 10 décembre 2025



Anne CARDINAL
2025.12.10 18:53:58 +0100
Ref:10048804-15152236-1-D
Signature numérique
la Maire